

N°DBCA-2021-006

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SUBVENTION 2021
UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS
DE SEINE-MARITIME**

Le 04 février 2021, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 janvier 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération n° 2018-BCA-108 du 5 décembre 2018 portant convention de co-production entre l'UDSP 76 et le Sdis 76,*
- *la délibération DCA-2020-031 du 26 novembre 2020 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la convention de co-production du 7 février 2019 conclue avec l'Union départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime.*

*

* *

Conformément au Code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime (Udsp 76) a pour vocation d'unir l'ensemble des amicales de sapeurs-pompiers volontaires et professionnels et d'encourager le développement de section de jeunes sapeurs-pompiers. Elle participe activement à la promotion du volontariat et aux activités sociales, culturelles et sportives.

Le Sdis 76 souhaite soutenir l'ensemble des activités conduites par l'Udsp 76. Cette collaboration a d'ailleurs été réaffirmée au cours de l'année 2018 et a permis de redéfinir et de clarifier leur coopération à travers une nouvelle convention dite de co-production signée en 2019.

Aussi, au titre de l'année 2021, il est proposé d'accorder une subvention de 38 700 €. Ce montant se justifie par l'impact de la crise sanitaire sur la non-réalisation de la quasi-totalité des activités programmées l'année dernière.

Cette disposition, circonstancielle, pourra être reconsidérée fonction des activités à venir.

Elle se décomposera comme suit :

- 20 000 € de subvention de fonctionnement,
- 18 700 € pour le soutien aux activités des jeunes sapeurs-pompiers,

Soit un total de 38 700 €.

Cette subvention représenterait environ 7.5 % des recettes de l'association.

Le versement de la subvention sera réalisé selon les modalités fixées à l'article 3 de la convention précitée.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20210204-DBCA-2021-006-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/02/2021

Affichage : 05/02/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



André GAUTIER